

Point conjoncturel

L'économie francilienne résiste mieux qu'en province

Benoît Pentinat
Service statistique

L'activité a légèrement accéléré début 2012 dans les économies avancées. Elle a été particulièrement dynamique au Japon grâce notamment aux mesures de relance mises en œuvre suite au séisme de mars 2011. La croissance aux États-Unis est restée robuste, soutenue par la consommation privée et l'investissement, notamment en construction. Dans la zone euro, l'activité s'est stabilisée. L'apaisement des tensions financières début 2012 a eu un effet favorable sur le climat des affaires. Mais les divergences s'accroissent entre les économies européennes. L'activité a rebondi en Allemagne tandis qu'elle continue à se replier en Italie et en Espagne.

Depuis mars, le climat conjoncturel s'est de nouveau dégradé dans la zone euro. L'activité reculerait ainsi en Europe au deuxième trimestre (-0,2 % après 0,0 %) alors que la croissance résisterait aux États-Unis. Le commerce mondial ralentirait au deuxième trimestre, en raison notamment de la faiblesse de l'activité dans la zone euro.

Le prix du pétrole, qui a atteint un pic en mars 2012, diminuerait d'ici la fin de l'année. Cette baisse favoriserait un léger rebond de la demande des pays émergents au second semestre 2012. Ce rebond soutiendrait l'activité dans les économies avancées qui accélérerait légèrement. La différence de dynamisme entre les États-Unis et le Japon d'un côté et la zone euro de l'autre, resterait toutefois marquée. Malgré le net ralentissement des prix à la consommation, les ménages européens verraient leur pouvoir d'achat

reculer tout au long de l'année et réduiraient leurs dépenses de consommation. L'activité dans la zone euro serait ainsi en stagnation en 2012.

En France, l'activité serait peu dynamique en 2012

En France, l'activité a été stable au premier trimestre 2012. L'investissement des entreprises s'est nettement replié tandis que la consommation des ménages a progressé modérément. L'activité resterait peu dynamique en France d'ici la fin de l'année. Elle serait stable au deuxième trimestre puis progresserait légèrement au second semestre (+0,1 % au troisième trimestre et +0,2 % au quatrième). La consommation des ménages ne croîtrait que faiblement. Sur l'ensemble de l'année, l'activité progresserait de 0,4 %.

Face à la faiblesse de l'activité, la situation du marché du travail se dégraderait. L'emploi reculerait à partir du deuxième trimestre. Les secteurs marchands non agricoles perdraient 25 000 emplois sur l'ensemble de l'année. Le taux de chômage qui s'est établi à 9,6 % de la population active en France métropolitaine au premier trimestre 2012, augmenterait pour atteindre 9,9 % d'ici fin 2012.

L'inflation serait en net recul (+1,4 % en décembre 2012 sur un an) grâce à la baisse du prix du pétrole. Mais le pouvoir d'achat des ménages reculerait en 2012, pénalisé par le ralentissement des revenus d'activité et la hausse des impôts sur les revenus et le patrimoine.

Principaux indicateurs nationaux

Comptes nationaux trimestriels - Variations en % (volume - données CVS-CJO)	2011		2012			
	T3	T4	T1	T2	T3	T4
Produit intérieur brut (PIB)	0,3	0,1	0,0	0,0	0,1	0,2
Dépenses de consommation des ménages	0,2	-0,1	0,2	-0,2	0,1	0,1
Taux de chômage métropolitain (au sens du B.I.T.) - données en moyenne trimestrielle et CVS	9,2	9,3	9,6	9,7	9,8	9,9

Légère progression de l'emploi en Ile-de-France ...

L'emploi salarié a augmenté dans la région de 0,3 % au cours du premier trimestre 2012, ce qui représente 11 000 postes supplémentaires. Sur un an, il a progressé de 0,8 % alors qu'il est resté stable en province. Bien que cette progression soit modeste, elle a permis à l'emploi francilien de revenir quasiment à son niveau d'avant la crise de 2008, ce qui n'est pas le cas en province.

Le secteur des services continue d'être le principal moteur de l'emploi francilien. L'emploi a augmenté dans les services marchands de 1,0 % avec 26 700 emplois nets créés en un an. Il continue à progresser dans le secteur de l'hébergement-restauration (+ 1,9 %), secteur qui a créé le plus d'emplois depuis début 2008 dans la région (+ 16 800 emplois). L'emploi salarié est également en hausse dans les services administratifs et de soutien aux entreprises (+ 1,8 % par rapport au premier trimestre 2011), la finance (+ 1,5 %) et le secteur de l'information et de la communication (+ 1,3 %).

Dans la construction, l'emploi fait mieux que résister. Il a progressé de 1,6 % sur un an dans la région. La situation est plus difficile en province où l'emploi a reculé de 0,6 % et reste nettement en dessous de son niveau d'avant la crise.

En revanche, l'emploi intérimaire est en net recul (- 4,4 % sur un an). Dans l'industrie, la baisse de l'emploi se poursuit (- 0,8 % sur un an) : ce sont ainsi près de 32 000 emplois qui ont été détruits dans la région depuis début 2008.

... mais aussi du chômage

Malgré la légère hausse de l'emploi, le chômage a progressé depuis l'été 2011. Le taux de chômage francilien s'est établi à 8,5 % au premier trimestre 2012 et a ainsi augmenté de 0,3 point par rapport à fin 2011. Il demeure inférieur d'un point à celui observé en France métropolitaine. Le taux de chômage est en hausse dans tous les départements franciliens, particulièrement en Seine-Saint-Denis où il atteint désormais 12,2 %.

Le nombre de demandeurs d'emplois inscrits à Pôle emploi a progressé. Fin mai 2012, 763 330 demandeurs inscrits étaient immédiatement disponibles pour occuper un emploi en Ile-de-France. Parmi eux, 545 990 n'avaient pas travaillé durant le mois précédent. Leur nombre est en forte hausse sur un an (+ 6,5 %) mais à un rythme légèrement inférieur à celui de la France métropolitaine (+ 8,0 %). Dans la région, cette hausse concerne principalement les seniors (+ 14,6 %). Les demandeurs inscrits depuis un an ou plus sont également en forte progression (+ 8,1 % sur un an).

Regain des créations d'auto-entreprises

De janvier à mai 2012, le nombre de créations d'entreprises a augmenté de 1,5 % par rapport à la même période l'an passé, à un rythme légèrement supérieur à celui observé en France métropolitaine (+ 0,7 %). Cette augmentation s'explique par une hausse des créations d'auto-entreprises (+ 7,1 %). Ces immatriculations restent toutefois moins nombreuses qu'en début d'année 2010 où un record avait été enregistré. Le nombre de créations d'entreprises sous forme sociétale est en revanche en baisse, aussi bien dans la région (- 4,1 %) qu'au niveau national (- 4,5 %).

A la fin du quatrième trimestre 2011, les défaillances d'entreprises jugées au cours des douze derniers mois ont légèrement augmenté par rapport aux douze mois précédents en Ile-de-France (+ 0,6%). Elles ont diminué de 1,4 % en France métropolitaine.

Baisse des ventes de logements neufs

Pour le cinquième trimestre consécutif, les ventes de logements neufs ont diminué en Ile-de-France. Elles ont reculé au premier trimestre 2012 de 14,0 % par rapport au premier trimestre 2011, à un rythme proche de celui observé en France métropolitaine (- 14,4 %). La réduction des avantages fiscaux du dispositif Scellier, la hausse continue des prix de vente au m² (+ 2,8 % pour les logements collectifs par rapport au premier trimestre 2011) et un contexte économique incertain expliquent ce recul. Dans l'ancien, les prix de vente des logements se sont stabilisés au premier trimestre 2012 dans la région, diminuant même très légèrement à Paris. Sur un an, les prix restent toutefois en hausse dans la région (+ 5,4 % par rapport au premier trimestre 2011) tandis qu'ils ont légèrement reculé en province (- 0,5 %).

Les perspectives d'activité de construction de logements neufs restent toutefois favorablement orientées. Fin mai 2012, le nombre de logements autorisés à être construits en Ile-de-France au cours des douze derniers mois a progressé de 33,7 % par rapport aux douze mois précédents. Il a augmenté de 13,4 % dans l'hexagone.

En revanche, dans le bâtiment non résidentiel, les perspectives restent défavorablement orientées. Fin mai 2012, la surface des locaux autorisés à être construits a diminué dans la région au cours des douze derniers mois de 5,4 % par rapport à la même période l'an passé. Elle est stable en France métropolitaine (+ 0,8 %).

Activité hôtelière soutenue

L'activité hôtelière est restée soutenue début 2012. Au cours des quatre premiers mois de l'année, les nuitées ont progressé de 1,6 % par rapport à l'an passé, à un rythme semblable à celui observé au niveau national (+ 1,4 %). Le taux d'occupation des hôtels franciliens a augmenté de 0,5 point par rapport à la même période de 2011.

L'activité hôtelière a progressé en Ile-de-France grâce à une fréquentation plus importante de la clientèle étrangère (+ 3,9 %), la clientèle française étant en léger retrait (- 0,5 %). Les clientèles britannique et américaine sont en nette hausse : leurs nuitées augmentent respectivement de 4,9 % et 9,6 % de janvier à avril 2012 par rapport à la même période l'an passé.

La fréquentation des clientèles en provenance du Proche et Moyen Orient et des pays d'Asie continue d'être en forte progression. En revanche, celle des touristes espagnols enregistre un recul très prononcé (- 20,9 %).

Principaux indicateurs régionaux

Sources	Période	Thèmes	Dernière valeur régionale	Evolution annuelle	Evolution trimestrielle	Evolution mensuelle
INSEE	1er trim 12	Emploi Emploi salarié (hors agriculture) (données CVS)	4 092 600	T/T-4 0,8%	T/T-1 0,3%	
INSEE	1er trim 12	Chômage Taux de chômage localisé (en moyenne trim. et CVS)	8,5%	T/T-4 0,3pt	T/T-1 0,3pt	
DIRECCTE/ Pôle emploi	mai-12	Demandeurs d'emploi en fin de mois (cat. A) Ensemble (données CVS)	545 990	m/m-12 6,5%		m/m-1 0,9%
INSEE	janv-mai 12	Démographie d'entreprises Créations d'entreprises	59 522	cumul 5 mois / même période n-1 1,5%		
	janv-mai 12	Créations d'entreprises - hors auto-entrepreneurs	28 148	-4,1%		
	janv-mai 12	Créations d'auto-entreprises	31 374	7,1%		
BODACC	4e trim 11	Défaillances d'entreprises (en dates de jugement)	9 668	12 dern. mois / même période n-1 0,6%		
SOES	mai-12	Construction Construction neuve (cumul sur 12 derniers mois) Logements autorisés	67 151	12 dern. mois / même période n-1 33,7%		
	mai-12	Logements déclarés commencés	45 886	10,8%		
	mai-12	Locaux autorisés (en millier de m²)	4 483	-5,4%		
	mai-12	Locaux déclarés commencés (en millier de m²)	3 326	23,6%		
SOES	1er trim 12	Commercialisation de logements neufs Vente de logements	4 092	T/T-4 -14,0%		
INSEE	janv-avr 12	Fréquentation hôtelière (mars et avril - données provisoires) Taux d'occupation	69,9%	cumul 4 mois / même période n-1 0,5pt		
	janv-avr 12	Ensemble des nuitées (en milliers)	20 469	1,6%		
	janv-avr 12	Nuitées étrangères (en milliers)	9 897	3,9%		

Rédaction achevée le 3 juillet 2012

Pour en savoir plus

- « La zone euro sous tension » - Insee Conjoncture - juin 2012
- « La fièvre tombe, le rétablissement sera lent » - Insee Conjoncture - mars 2012
- « Économie francilienne : le ralentissement se confirme » - Ile de France à la page N°384 - février 2012